



JOURNAL DU CHAOS

Soyez donc résolu à ne plus servir et vous serez libre. La Boétie

Semaine 45 - 2019

Du 4 au 10/11

Je ne suis pas un journaliste de gauche, je ne dénonce jamais personne

Guy Debord

La France est en passe de devenir une société multiculturelle et ce n'est pas sa vocation.

Alain Finkielkraut, académicien et philosophe

N'allez pas déjeuner à l'Elysée parce que vous ne pouvez avoir que des emmerdes après

Michel Platini, joueur de foot

Griveaux je n'y crois plus et Villani, je n'y crois pas encore

Emmanuel Macron

Le grand souci, c'est le divorce entre ces deux cœurs sociologiques de la gauche : en gros les profs et les prolos

François Ruffin





Il y a eu des occasions manquées avec la Russie. On aurait pu s'y prendre mieux. Mais c'est rattrapable. Et l'histoire ne s'arrête pas là. La question est : que fait-on maintenant en Europe ? Le vrai problème ne réside pas dans les divisions Est-Ouest et Nord-Sud ou dans les provocations russes, mais dans l'opposition entre les élites et les populations. Les classes populaires et moyennes ne pensent plus que la mondialisation soit favorable. C'est ça le « populisme ». il faut un compromis historique entre les élites et les peuples. Les élites doivent comprendre que le désir d'identité des peuples n'est pas une aspiration fasciste (...) Le monde post-guerre froide sera chaotique pendant longtemps (...) L'Occident est divisé et ne pourra plus dominer le monde comme avant. Les émergents sont incapables de prendre la relève.

Hubert Védrine, Figaro 02/11/19



Sur la chaîne CNews, la journaliste Zineb El Rhazoui a provoqué une belle polémique en déclarant au sujet du guet-apens dans lequel est tombé une patrouille de police à Mantes-la-Jolie, « *j'ai vu un peu ce qui se disait sur les réseaux sociaux, les gens de tous horizons étaient absolument unanimes: il faut que la police tire à balles réelles dans ces cas-là. Ah bah si, vous avez un guet-apens de 100 barbares [...] la police américaine aurait tiré à balles réelles pour bien moins que ça !* » L'ancienne journaliste de Charlie Hebdo, qui avait échappé par chance à l'attentat contre le journal satirique en 2015, vit sous protection policière depuis lors. Militante anti-islamiste, elle fait depuis l'objet de nombreuses menaces de mort.

Politique

Alors que les sondages lui sont favorables, Marine Le Pen juge son mouvement trop attentiste, « *elle passe son temps à hurler sur l'appareil et à dire que si elle n'est pas là, personne fait tourner la boutique* », juge un élu. Alors qu'elle a installé ses collaborateurs face à l'Assemblée, rue Aristide Briand, le siège de Nanterre n'est plus qu'un pôle purement administratif et de réunions hebdomadaires.

De 83 000 adhérents à jour de cotisation avant 2017, le chiffre des encartés serait tombé en deçà des 30 000 fin 2018 pour ne plus remonter depuis. « *Si nous*

n'étions pas aussi performants sur les idées... on serait aujourd'hui à 5% vu l'organisation de la boutique », ose un cadre régional.

Climat social. Selon Laurent Berger, le patron de la CFDT, « *le climat est lourd parce qu'il y a un sentiment de défiance généralisée et que l'on ne sait pas où l'on va. On n'arrive pas à réduire les fractures territoriales et sociales. Il y a donc une humeur assez pessimiste, morose et presque irritable ».*

Et de s'en prendre tout particulièrement à la réforme de l'assurance chômage, réforme qui à ses yeux est faite pour économiser de l'argent et non de lutte contre le chômage. Entre 1,3 et 1,4 million de chômeurs pourraient y perdre... et descendre dans la rue le 5 décembre !

Gilets jaunes, pas morts. La quatrième assemblée des assemblées (Ada) des Gilets jaunes s'est tenue à Montpellier en fin de semaine dernière. Elle a réuni 500 personnes qui ont manifesté leur désir de continuer le combat. Même si celui-ci est devenu plus faible, tous reconnaissent qu'il « *ne faut pas grand-chose pour que tout se rallume ».* Et les réseaux sociaux fonctionnent toujours autant.

Ségolène Royal, invité d'une chaîne radio en a remis une couche contre le gouvernement : « *La cohésion sociale est en train de s'écrouler (...) La détresse est toujours là, aucun problème n'a été réglé et on accumule même de nouvelles réformes ».*

Le projet de réforme des retraites à la SNCF est d'autant plus contesté par la base qu'il arrive après trois lois ferroviaires, en 2014, 2016 et 2018, et deux autres réformes des retraites, en 2008 et 2010. Ces lois sont toutes allées dans le sens de plus de productivité, plus de suppressions d'emplois, plus de remises en cause des acquis sociaux et tout cela s'est accompagné de plans de performance, de gel des salaires depuis cinq ans.

Pour les syndicats, ces réformes ont créé une fracture béante entre la direction et les cheminots. Depuis cinq ans, à chaque fois que le cheminot voit son patron, c'est pour lui annoncer que ses acquis sont remis en cause, que ses accords locaux ne tiennent plus, que son salaire est gelé. Au bout d'un moment, ça crée le climat social qui est celui-là, constate le représentant SUD Rail.

C'est peu de dire que le Haut-Commissaire à la réforme des retraites, Jean-Paul Delevoye, est quelque peu dépassé par les événements. Comment traiter les régimes spéciaux, alors que le climat social s'annonce difficile, avec une mobilisation à partir du 5 décembre ?

François Hollande a vu sa conférence à la Sorbonne, la semaine dernière, quelque peu mouvementée. Alors que le débat n'avait pas encore commencé, des membres de l'Action française ont fait irruption dans l'amphithéâtre accueillant la prise de parole de l'ancien chef de l'État. Ces derniers ont été rapidement exfiltrés par les services de sécurité de l'ex-président.

La bouglionesque principauté de Monaco est saisie par la « modernité ». Les élus du Conseil national ont voté la dépenalisation de l'IVG. Devrait suivre l'adoption du PACS malgré les réticentes de l'archevêque Bernard Barsi. A Monaco, le catholicisme est encore religion d'Etat.

Yacine Bellatar, qui fut le conseiller présidentiel des villes de Macron et ancien animateur de *Radio Nova* a déconseillé au ministre de l'Education, Jean-Michel

Blanquer de mettre les pieds dans le 93. Blanquer avait en effet poussé le bouchon un peu loin en défendant une position “républicaine” sur le voile islamique.

Et le même Bellatar d'ajouter : « *Nous ne sommes pas dans un projet d'assimilation [...] La France doit s'habituer au fait que nous restons [...] Mon grand-père a défendu ce pays, mon père l'a bâti et moi je le revendique [...] Ils ne se rendent pas compte de ce que nous avons préparé, c'est-à-dire nos enfants* ». T'as pigé Emmanuel ?

Un sondage réalisé pour *Le Journal du dimanche* fait frémir d'effroi les chantres de la collaboration. 61 % des sondés pensent que « *l'islam est incompatible avec les valeurs de la société française* ». Quant aux partis les mieux à même de lutter contre l'islamisme en France, 37 % désignent le RN, 20 % LREM, 15 % Les Républicains et 6 % le Parti socialiste.

Le Centre européen du judaïsme, inauguré le 24 octobre dans le 17^{ème} arrondissement de Paris a été financé par la Mairie de Paris, la région Ile-de-France et l'Etat. Macron a menacé de ne pas prendre la parole si Hidalgo ou la mère Pécresse se fendaient d'un discours. Du coup, les instances communautaires leur ont cloué le bec.

Elysée



L'Élysée songe bien depuis plusieurs semaines à créer un secrétariat d'État à l'Immigration (plutôt qu'un haut-commissariat, qui serait réservé au sujet sensible de la réforme des retraites), et y réfléchit avec un nombre restreint de conseillers mis dans la confiance. Une initiative qui a eu le don d'irriter l'actuel ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, déjà passablement énervé par la présence du secrétaire d'État Laurent Nuñez qui lui colle aux basques.

Pour donner une dimension européenne à sa visite en Chine, le président de la République Emmanuel Macron emmène avec lui la ministre allemande de l'Éducation et de la Recherche Anja Karliczek.

D'Emmanuel Macron himself : « *On me dit qu'il est dangereux que je sois le seul rempart face à l'extrême droite. Mais que ceux qui disent cela fassent le boulot, au lieu de me critiquer ou de finasser.* »

Le bilan de Macron en Chine est difficile à évaluer. Enfonçant des portes ouvertes, il a déclaré : « *Je pense que la Chine a compris maintenant que l'Europe était organisée et que nous avons la volonté d'avancer ensemble groupés* ». Deux choses intéressent en premier chef les Chinois : l'agroalimentaire et la technologie. Domaines où l'Europe est loin d'être absente. Et les Chinois ont bien conscience que les Européens avancent en ordre dispersé.

Le régime communiste a apprécié le volontarisme de Macron, et sa défense du multilatéralisme et de l'OMC, en quête qu'il est d'appuis face aux coups de boutoir d'un Trump. « *Nous sommes contre la loi de la jungle et les intimidations* » a lancé Xi Jinping. Et de soutenir Macron sur le front climatique. Comme l'ensemble des chefs d'Etat en visite en Chine, Macron a mis sous le boisseau la cuisine des droits de l'homme ! Pas question de froisser les chinetoques !

Au final pas de grands contrats, mais des ouvertures de marché, notamment pour la filière agroalimentaire. La visite d'Emmanuel Macron en Chine s'est achevée par une quarantaine d'accords, plus ou moins engageants, certains d'ordre institutionnel, d'autres de nature commerciale. Bref, la Chine c'est pas le Pérou.

« *Ce qu'on est en train de vivre, c'est la mort cérébrale de l'OTAN* », a déclaré Emmanuel Macron à l'hebdomadaire *The Economist*, l'expliquant par le désengagement américain vis-à-vis de ses alliés de l'Otan et du comportement de la Turquie, membre de l'alliance.

Il faut « *clarifier maintenant quelles sont les finalités stratégiques de l'OTAN* », a affirmé le chef de l'État, en plaidant à nouveau pour "muscler" l'Europe de la Défense, alors qu'un sommet de l'OTAN aura lieu à Londres début décembre.

Le chef de l'État vient d'affirmer, toujours à l'hebdomadaire *The Economist*, que la règle des 3 % maximums du PIB pour le déficit public relevait d'un débat d'un autre siècle. C'est la fin d'un tabou qu'Arnaud Montebourg avait été le premier à soulever.

Gouvernement

Le ministre de l'Agriculture Didier Guillaume a appelé les consommateurs à faire « *un choix patriotique* » pour leurs achats alimentaires, car les agriculteurs français continuent d'être sous-payés par la distribution et les intermédiaires qui n'ont pas jusqu'ici « joué le jeu » de la loi Alimentation, dite loi Egalim. Pas suffisant, coco... de la rétorsion !

Alors que les événements survenus à Chanteloup-les-Vignes sont d'une particulière gravité, le Premier ministre (sinistre !) « *croit qu'en vérité il s'agit d'une petite bande d'imbéciles et d'irresponsables qui pensent que tout casser est une façon de faire avancer les choses* ». Circulez, y a rien à voir ! Consternant.

Le secrétaire d'Etat aux Transports, Jean-Baptiste Djebbari, a indiqué que la SNCF ne saisirait pas la justice sur le mouvement social des cheminots démarré le 18 octobre, alors que Jean-Pierre Farandou prend la direction de l'entreprise. Par ailleurs, le ministre a admis que l'exécutif dispose d'un mois pour faire baisser la tension à la SNCF avant la grève du 5 décembre.

La mère Schiappa, ministre baroque, ne recule devant rien, pas même le ridicule. Elle vient d'annoncer vouloir réquisitionner l'appartement parisien, avenue Foch, du milliardaire américain décédé, Jeffrey Epstein, pour le transformer en foyer d'accueil pour femmes battues ! Quid des putes dont c'est aussi le quartier ?

L'instauration de quotas en matière d'immigration et en fonction des besoins du marché du travail est proprement utopique. Ce mode de recrutement existe déjà via les étrangers qui viennent étudier en France et qui décident d'y rester. Bidon car la grande majorité émigrent pour des raisons économiques.

Bidon, car Sarkozy s'y est déjà cassé les dents. Bidon car ce projet est incomplet et ne concerne pas les clandestins, les déboutés du droit d'asile et la suppression des filières mafieuses. Enfin Marine Le Pen avance que cette idée à la con vient du Medef qui réclame une « *nouvelle immigration* ». Ce que confirme Roux de Bézieux, patron du Medef.

En petit comité, Edouard Philippe est inquiet au sujet des grèves de décembre, « *ce sera dur et plus dur que certains le croient* ». Le Premier ministre a encore en mémoire le décembre noir de Juppé en 1995.

Le Saint Esprit lui est tombé sur la tronche. Bruno Le Maire considère que « *le pays risque toujours la déchirure sociale. Des millions de nos compatriotes ne vivent pas dignement. Les plus pauvres ont à peine retrouvé leur niveau de vie d'avant la crise de 2008.* » Et tu fais quoi, Toto ?

Institutions

Le sénateur Jean-Louis Masson (RPR, UMP et désormais indépendant) est monté au créneau lors des différents débats sur la laïcité, le voile et son port dans l'espace public. Evoquant les « *sorcières d'Halloween* », pour ces femmes voilées, il a conclu en disant : « *S'ils ne sont pas contents, ils n'ont qu'à retourner d'où ils viennent* ».

L'Assemblée nationale a voté le budget 2020 de la Défense, en hausse de 4,5 % sur un an. Avec un budget de 37,5 milliards d'euros, le ministère des Armées va connaître en 2020 une nouvelle progression de ses crédits (+1,7 milliard) après une augmentation du même montant en 2019.

Une cellule spécifique nommée Déméter a été mise en place il y a trois semaines à la Direction générale de la gendarmerie nationale pour « *identifier et poursuivre* » les auteurs d'intrusions ou d'agressions chez des agriculteurs a annoncé Christophe Castaner à l'Assemblée.

Divers

Le nouveau patron de la SNCF, Jean-Pierre Farandou, a du pain sur la planche à l'heure même où l'entreprise est en ébullition : renégociation d'un nouveau pacte social, ouverture à la concurrence, sauver le fret en péril et faire avaler un plan de productivité inédit. Avec en ligne de mire, la grève du 5/12 concernant les retraites. Farandou est assis sur une poudrière.

La Plateforme citoyenne pour une transition agricole et alimentaire qui regroupe associations environnementales, de consommateurs et de solidarité paysanne et rurale a alerté sur le « *manque de volonté et de moyens* » pour assurer une mise en œuvre de la loi Alimentation, « *pourtant peu ambitieuse* ».

Cyril Chabanier, 46 ans, seul et unique candidat, a été élu à la tête du syndicat chrétien, la CFTC. Il succède à Philippe Louis, atteint par la limite d'âge. Chabanier était jusqu'alors président de la fédération PSE (protection sociale et emploi). Et il représente quoi ? Rien !

François Bayrou est convoqué par les juges le 6 décembre en vue d'une éventuelle mise en examen dans l'affaire des emplois présumés fictifs des assistants euro-parlementaires MoDem

Tambouille macro-machin

Cedric Villani va lancer une plateforme en ligne permettant à des Parisiens d'être tirés au sort pour figurer en bonne place sur sa liste. Les volontaires pourront aussi s'inscrire pendant des permanences jusqu'au 4 décembre, sur certains critères.

La campagne de Cédric Villani patine au point que son état-major s'en inquiète. Au lancement de sa campagne, Villani avait présenté tous ses soutiens. Aujourd'hui, il n'en a plus un seul quand Benjamin Griveaux étale les siens. « *Son problème, c'est qu'il ne sait plus qui est son adversaire* », avoue un de ses proches.

L'actuel secrétaire d'État aux Transports, Jean-Baptiste Djebbari, cache de moins en moins son envie de se présenter aux élections municipales du mois de mars 2020 à Limoges. Il aura pour principal adversaire le maire sortant le Républicains Émile-Roger Lombertie, qui a soutenu Bellamy.

Là, on est vraiment dans la tambouille. LREM surveille de près le cas de Perpignan où le candidat RN, Louis Alliot, pourrait remporter cette ville de plus de 100 000 habitants. Stanislas Guérini est entré en contact avec le maire LR sortant, Jean-Marc Pujol. Histoire de passer un deal avec Romain Grau, candidat LREM ?

Droite

Paris est un vrai casse tête pour Christan Jacob qui a renoncé à convoquer tous les candidats autour d'une table. Impossible lui a-t-on conseillé, pugilat garanti. Jacob a donc décidé de les prendre un à un et de leur imposer la candidature de Rachida Dati moyennant le soutien du parti à leur poste de maire. Elle est la seule, à droite, à avoir une dimension nationale au sein de la capitale. Mais c'est pas gagné eu égard aux rancoeurs qui animent tout ce petit monde.

Considérant qu'une forme « *d'ethnicisation de la vie publique française* » menace « *les usages de la République* », François Baroin appelle à reconstruire la droite "à partir des municipales". Et il confirme sa vision dans un nouvel ouvrage, *Une histoire sentimentale* (Albin Michel). Et soudain ce chiraco-franc-mac se réveille, ouvre les yeux et s'inquiète ! On se marre.

Pour la première fois le groupe LR à l'Assemblée nationale a refusé de voter la participation de la France au budget européen dans le projet de loi de finance pour 2020. Position qu'elle partage donc avec les Insoumis et le RN.

Les huit députés européens emmenés par François-Xavier Bellamy avait déjà refusé en octobre dernier, de voter pour l'accord de La Valette prévoyant la gestion collective des migrants débarquant en Méditerranée.

Un score sans appel. Le député de l'Ain, Damien Abad, a été élu président du groupe Les Républicains à l'Assemblée nationale avec 64 voix contre 37 pour Olivier Marleix son concurrent. Tenir la cohésion de son groupe ne va pas être une sinécure.

Rachida Dati a été officiellement désignée candidate LR pour les municipales à Paris. Sa campagne, placée sous le slogan « *Engagés pour changer Paris* », aura comme priorités « la sécurité, la propreté », « les familles » et « l'écologie, la santé », a-t-elle indiqué. Tant qu'à faire, autant ratisser large.

Gauche



C'est de l'angoisse métaphysique. Mélenchon doit faire face à un nouveau front, après celui de la justice, celui de ses propres troupes. Le refus revendiqué de la direction du mouvement de s'engager dans une stratégie d'union de la gauche à moins d'en prendre le leadership en irrite plus d'un.

Pour de nombreux députés des Insoumis – dont la fouteuse de merde professionnelle Clémentine Autain et François Ruffin – seule une union avec les Verts et les communistes peut encore sauver la gauche de disparition. Quelle gauche ? T'as vu la gauche Marcel ?

Interrogé sur le thème de la laïcité, Jean-Luc Mélenchon, le chef des file insoumis a notamment dénoncé le « communautarisme » du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), sans pour autant juger qu'il constituait une menace pour la République.

Jean-Luc Mélenchon s'offusque de la tournure religieuse que prend la commémoration du 11 novembre : « Cette année le ministère des Armées m'a fait parvenir un carton d'invitation pour des cérémonies à la synagogue, à la grande mosquée, au temple protestant ou dans une cathédrale (...) j'informe le gouvernement que je ne me rendrai dans aucun de ces offices. » Faut pas déconner, les mecs...

Et de poursuivre en toute logique : « Les cérémonies du 11 novembre doivent cultiver l'unité du peuple français. Elles ne sauraient pousser à sa fragmentation ».

S'agissant de la politique des quotas proposé par le gouvernement, Boris Vallaud, porte-parole du PS est radical : « Troquer l'immigration économique contre l'immigration familiale ? C'est indigne. Les quotas, cela ne marche pas ».

Le Parti socialiste ne participera pas à la manifestation du 10 novembre contre l'islamophobie car il n'entend pas s'associer à certains de ses initiateurs. « Nous ne nous reconnaissons pas dans ses mots d'ordre qui présentent les lois laïques comme liberticides ».

Reste que s'ils sont nombreux à gauche à avoir signé en faveur de cette marche (écologues, cocos, Insoumis). Cependant, François Ruffin n'en sera pas, « Pas mon

truc. Je joue au foot, comme tous les dimanches », ou encore Mélenchon, à cause « d'une grande marche contre le mal-logement » à Marseille, et Yannick Jadot qui « croit avoir des engagements ailleurs ».

Jean-Christophe Cambadélis se désespère : *« Je rencontre beaucoup d'électeurs de gauche déçus qui ne se déplaceront pas pour faire barrage à Marine Le Pen ».* Camba, qui fait en ce moment la promotion de son bouquin, rencontre beaucoup de militants qui lui font part de leur... abstention !

Société

Débat. La ville de Paris annonce que, d'ici à 2020, il n'y aura plus de cirques avec des animaux « sauvages » dans la capitale. Le regard de la société sur la question du bien-être animal est passé par là. Cela ne concerne que Paris pour l'instant. Sauf qu'au regard de la loi, seul l'Etat a le pouvoir de modifier l'arrêté ministériel du 18 mars 2011 autorisant *« des animaux d'espèces non-domestiques dans les établissements de spectacles itinérants ».*

C'est d'autant plus grave que cela devient répétitif. A l'occasion d'événements divers, ces jours-ci Halloween, à Béziers, une école a été incendiée, par une bande de racailles. En région parisienne plusieurs communes des Yvelines ont été le théâtre de tirs de mortiers, de caillassages des forces de l'ordre, à Brest trois hommes ont été blessés par balle aux jambes.

Le fait le plus grave a eu lieu à Chanteloup-les-Vignes, une commune des Yvelines où une trentaine de personnes ont affronté la police à coups de jets de pierre, cocktails Molotov et tir de mortier. Et ont mis le feu à un chapiteau de cirque, qui accueille une école de cirque et de nombreux spectacles.

Il semblerait que la motivation de ces actes délictueux soit la drogue. Le quartier faisait l'objet d'un plan de rénovation. Or, il est un lieu connu du trafic de drogue dans la commune.

L'université Rennes II a lancé en octobre un diplôme universitaire intitulé *« Animaux et société »* ancré dans les études de genre et postcoloniales, *« études ? »* qui ressortissent en réalité d'un militantisme de gauche dit *« identitaire »* ayant peu à voir avec le minimum requis d'une *« science »*, fut-elle humaine.

La responsable pédagogique est une certaine Emilie Dardenne, enseignante en anglais à Rennes II, mais surtout militante animaliste et auteur régulier des *Cahiers antispécistes* qui n'ont rien de scientifique mais tout de militant. Quand l'université devient la complice de la connerie ambiante.

Selon un spécialiste de la discrimination (?), adepte du testing - qui consiste à envoyer des CV bidon aux entreprises-, *« les différences sont massives entre les candidats avec des patronymes à consonance française et ceux à consonance maghrébine ou d'Afrique subsaharienne ».*

faits divers

Greta Thunberg avait trouvé un voilier piloté par le Monégasque Pierre Casiraghi pour gagner les Etats-Unis et délivrer son message écolo dans un pays où Trump n'en a rien à cirer. Refusant de prendre l'avion, of course, elle cherche un rafiot pour rentrer en Europe. A priori, y a pas grand monde pour la satisfaire. Il lui reste le canoë de Maud Fontenoy ou la nage.

Lundi 4/11, vers 2 heures du matin, un commando a enfoncé la porte de la cathédrale d'Oloron-Sainte-Marie classée au patrimoine mondial de l'Unesco, et volé une partie de son trésor. Les pertes sont «considérables», selon le maire.

Il s'agit principalement d'orfèvrerie, comme des calices des croix, des ostensoirs, mais aussi des vêtements liturgiques. Selon le curé de la paroisse, il s'agit de connaisseurs car, parmi une dizaine de chapes, ils n'ont volé que la plus précieuse qui datait du 16^e siècle.

A Lourdes, le nombre de vols à la tire plus ou moins violents a bondi en un an passant de 117 à 274 sur la même année 2018. Le procureur de Tarbes, Pierre Aurignac, cible essentiellement les « *bandes organisées issues de la communauté bosnienne* », à savoir des Roms.

Migration/ islam

Depuis 1945, la France a voté une loi sur l'immigration tous les deux ans en moyenne. Pour quel résultat ? Aucun de ces textes n'est parvenu à éteindre le débat brûlant sur l'immigration né au cœur des années 1970. Même l'accélération des réformes depuis les années 1980 a été impuissante à contenir la montée du Front national. L'amoncellement des lois n'a eu guère plus d'effets sur la réalité de l'immigration.

Tous les acteurs confrontés à ces questions (magistrats, avocats ou associatifs) peinent à suivre le rythme effréné des réformes, qui se contredisant souvent, et rendent chaque fois un peu plus complexe le droit des étrangers.

Moussa Ouarouss a été mis en examen pour transport et détention de drogue en bande organisée entre le Maroc et la France. Banal direz-vous. Sauf que le gonze est le député suppléant de Nadia Hai élue à Trappes en 2017 sous la bannière LREM. Et que c'est le même homme qui envisage de se présenter aux municipales à Reims.

22 millions de résidents étrangers légaux - soit 4.4 % de la population - travaillent au sein des pays de l'Union européenne (environ 512 millions d'habitants). Pourtant, le maquis des textes juridiques européens qui encadrent la migration légale a de quoi décourager les candidats à une expérience professionnelle en Europe. Ben non!

La preuve : pas moins de « sept directives européennes couvrent la migration pour des catégories spécifiques de migrants. Conclusion, tout ce fatras de textes juridiques ne servent à rien. Ce sont des tigres de papier. Inquiétant.

Est-il bien normal d'entendre sur LCI (le 29 octobre) Abdallah Zekri, nommé à la tête du Conseil français du culte musulman, demander à des politiciens français de « fermer leur gueule » sur l'islam ?

Les étrangers contraints de demander de l'aide au Secours catholique, en raison du « durcissement de la politique d'accueil » en France, sont de plus en plus nombreux s'inquiète le Secours catholique. En 2018, l'association a accueilli plus de 1,3 million de personnes, dont 716 500 adultes et 631 000 enfants. Parmi elles, 43% étaient étrangères, dont des sans-papiers. Parmi ces étrangers, 40% sont des hommes seuls et 60% ont moins de 40 ans

La population étrangère aidée par le Secours catholique se féminise par ailleurs « durablement » car « la migration concerne de plus en plus de femmes et d'enfants, notamment via le regroupement familial, mais également via la migration de familles entières et de femmes de manière autonome, détaille le rapport.

Écologie

Le gouvernement britannique a annoncé suspendre la fracturation hydraulique destinée à extraire du sous-sol du gaz de schiste, en raison des risques de secousses sismiques. En août dernier, une vive secousse a été ressentie dans le Lancashire conduisant la société Cuadrilla à suspendre son forage.

Sale temps pour les partisans de la théorie (idéologie) du genre. Des chercheurs ont analysé 20 000 gènes différents, en les triant par sexe et en fonction des différences d'expression dans chaque tissu organique. Ils ont découvert qu'environ 6 500 de ces gènes étaient davantage exprimés pour un sexe, dans au moins un tissu organique.

Les chercheurs ont découvert, entre autres, des gènes liés au sexe dans les glandes mammaires, dont la moitié s'exprimaient chez l'homme. Les hommes disposant d'un « équipement mammaire » parfaitement présent, mais non fonctionnel, les chercheurs croient que certains gènes pourraient contribuer à inhiber la lactation. L'étude concerne également le problème de la fécondité, des mutations, etc.

[Pour en savoir plus](#)

L'historien canadien Christopher Dummitt, prof à l'université Trent (Ontario) et spécialiste des « études de genre » a avoué qu'il avait falsifié son travail pour asseoir son idéologie. « Mes recherches ne prouvent rien. Je partais du principe que le genre était une construction sociale et je brodais la-dessus. »

Imaginez un frigo sous le cagnard du désert d'Atacama et qui, malgré le soleil, refroidit tout de 13°C. C'est l'exploit réalisé par des chercheurs chiliens et américains. Et ce grâce à une mousse isolante de polyéthylène, l'aérogel. Elle bloque la lumière solaire, l'empêche de chauffer tout en évacuant la chaleur directement dans l'espace.

De quoi porter les parois d'un récipient ou d'un fluide largement au-dessous de la température ambiante afin de refroidir des substances de l'air ou de l'eau sans consommer d'énergie. Applications à venir.

Il n'a pas fallu plus de dix ans pour qu'environ un tiers des espèces d'insectes présentes sur le territoire allemand disparaissent, à compter de 2008. Tous les milieux sont concernés, zones protégées comprises.

Économie

La France a été à nouveau en 2018 le pays à la fiscalité la plus élevée dans l'Union européenne, devant la Belgique et le Danemark, selon un communiqué publié par l'Office européen de statistiques Eurostat. Enfin, c'est en France que les cotisations sociales sont les plus élevées (18,0 %), devant l'Allemagne (17,1 %), contre 0,9 % au Danemark, où les prestations sociales sont financées par l'impôt.

S'il est un département qui a fait l'objet d'investissements divers et variés de la part de l'Etat, et depuis des lustres, c'est bien la Seine-Saint-Denis. On se souvient de l'esbroufe d'un certain Bernard Tapie alors ministre de la Ville. Edouard Philippe vient d'en rajouter une louche et propose 23 nouvelles mesures.

Des investissements massifs sont déjà réalisés, notamment dans la perspective des jeux Olympiques 2024. Là où le gouvernement ne risque plus de rigoler c'est quand les spectateurs des fameux jeux se feront détrousser par la racaille du 9-3.

Le secrétaire d'Etat chargé des Transports Jean-Baptiste Djebbari a annoncé que le « *train des primeurs* » qui reliait Perpignan à Rungis, reprendra du service en décembre. Exploité par l'entreprise Novatrans, et non plus par la SNCF, il ne desservira plus Rungis mais la plateforme multimodale de Valenton (Val-de-Marne), à quelques kilomètres.

Les patrons se plaignent du manque de main d'œuvre, spécialisée ou non. Mais plutôt que d'instaurer de fantomatiques et illusoire quotas migratoires, on ferait mieux de former les 18% de jeunes de 15 à 29 ans qui sont sortis du système scolaire. Tel est aussi l'avis de Patrick Artus, directeur des études chez Natixis. Reste que quota ou pas, les Français ne veulent plus d'immigrés.

On a tout lieu de penser que la fusion PSA-Fiat est une mauvaise affaire pour le constructeur français. Petit rappel. En 2014, croulant sous les dettes, l'Etat a injecté un milliards d'euros (moyennant 12,2% du capital) et le Chinois Dongfeng tout autant. Carlos Tavarès a depuis redressé la situation.

En cause, la famille Peugeot, responsable du sinistre, qui se goinfrait de dividendes. Et sans se fatiguer, son patrimoine vient de gonfler de 1,5 milliard d'euros. Y a pas de morale dans le business et l'appât du gain.

Culture/médias

Sylvain Tesson a remporté le prix Renaudot pour son dernier ouvrage, *La panthère des neiges* (Gallimard), qui relate sa traque de l'animal depuis le toit du monde au

A qui le tour ?

Autre « réac » qui pourrait payer très cher sa franchise : l'homme de télévision Bernard de la Villardière qui, invité du *Buzz TV Le Figaro*, a qualifié la PMA de « *crime anthropologique* » allant « *contre l'état naturel des choses* » : « *A une époque où on parle d'écologie, de lutte contre les pesticides... on joue aux apprentis sorciers (...). En tant que père, je pense qu'il faudrait créer une association de défense des pères* », a estimé le présentateur d'« *Enquête exclusive* » sur M6, en se disant également opposé à « *la théorie du genre* » et à la « *surreprésentation des minorités* », si à la mode sur les chaînes de télévision, qui « *donne un miroir déformant de la société* ».

Tibet. Le plus cocasse est que Tesson ne figurait pas dans la liste des finalistes. Ben et le Goncourt Toto ? Rien, sans intérêt.

Le Renaudot de l'essai revient à Eric Neuhoff pour son pamphlet *Très cher cinéma français* (Albin Michel) où il dézingue un septième art hexagonal « *emmerdant* », qu'il compare à « *un hôpital avec 250 lits remplis par an* », où « *les patients ne sont pas dans un état mirobolant* ».

Plusieurs médias, parmi lesquels *La Croix*, *Ouest France*, *La Voix du Nord*, le groupe Ebra, France Télévisions, Radio France, FMM, et TFI/LCI, s'associent pour lancer une consultation citoyenne, du 4 novembre jusqu'au 20 février 2020. Une plate-forme en ligne "Médias & citoyens" ([https : //mediasetcitoyens.com/](https://mediasetcitoyens.com/)) conçue par la start-up BlueNove, propose de réagir à plusieurs thématiques.

Le journal *L'Humanité* est sur une « *trajectoire positive* » après neuf mois de redressement judiciaire, a annoncé son directeur Patrick Le Hyaric dans le quotidien. Le plan d'économies annoncé au mois de mars a été "réalisé" pour atteindre 3 millions d'euros, écrit-il.

D'après un collectif citoyen qui interpelle les marques sur les réseaux sociaux, 31 annonceurs ont retiré leurs pubs du programme. BMW, Himolla, Seat, BNP Paribas... Les annonceurs sont de plus en plus nombreux à boycotter l'émission de Zemmour sur CNews, tandis que sur *Paris Première*, tous les écrans

publicitaires autour du programme *Zemmour et Naulleau* ont été supprimés, selon Sleeping Giants, un collectif citoyen. C'est beau la démocratie.

Le prix du Quai des Orfèvres qui récompense un auteur de polar est allé cette année, non pas à un vieux routier de la maison Poulaga, mais à un jeune pandore de 30 ans, pour son polar *Les cicatrices de la nuit* (Fayard) qui nous plonge dans les eaux troubles du Paris nocturne.

On en rigole encore. François Hollande n'a vendu que 940 exemplaires de son dernier opuscule, *Répondre à la crise démocratique* (Fayard-Terranova) la première semaine de sa sortie, le 23 octobre dernier. Ca va pas payer sa baraque dans le 14^e ni les films de sa meuf !

TF1, face au projet d'Altice de prendre le contrôle du réseau Vià, tente de constituer un partenariat d'échange de contenus avec des télévisions détenues par des quotidiens régionaux comme *La Voix du Nord* et *Sud-Ouest*.

Lucette Destouches, la seconde épouse de Louis-Ferdinand Céline, de 1943 à son décès, en 1961, est morte vendredi 8 novembre à son domicile de Meudon. Elle avait 107 ans. Quand elle a enterré Céline, en 1961, Lucette a fait graver sur sa tombe, en

plus de l'inscription pour son mari, « Lucie Destouches, née Almansor, 1912-19.. ». Elle a survécu 58 ans à Louis-Ferdinand Céline (1894-1961).

Europe

Union européenne. La Pologne, la Hongrie et la République tchèque ont manqué à leurs obligations en refusant de participer aux programmes temporaires de relocalisation d'urgence depuis l'Italie et la Grèce décidés au plus fort de la crise des migrants, a estimé l'avocate générale de la CJUE (Cour de justice européenne), Eleanor Sharpston.

L'émissaire de Washington pour les Balkans occidentaux, Matthew Palmer, a estimé à Belgrade que la décision de l'UE de bloquer l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord et l'Albanie était « *un mauvais message* » pour la région.

« *L'Amérique souhaite une perspective européenne pour les Balkans occidentaux et nous ferons notre possible afin de convaincre l'EU de changer sa position* » lors de son prochain sommet en mai, a-t-il précisé.

Christine Lagarde, la nouvelle patronne de la Banque centrale européenne (BCE) s'est mise en tête d'apprendre l'allemand. Ca va pas être simple pour une femme plus habituée à s'exprimer en anglo-américain, la langue de la finance.

Allemagne. Dans l'ex-Allemagne de l'Est, c'est désormais le parti national-conservateur AfD qui est majoritaire (Saxe, Brandebourg, Thuringe). Si l'on fait la compilation de ces trois régions qui ont voté en 2019, c'est bien l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) qui a obtenu le plus de voix, soit 25,4 % des voix contre 25 % pour la CDU, 15,5 % pour Die Linke, 13 % pour le SPD et 8,4 % pour les Verts.

Le 9 novembre 1989, après avoir séparé Berlin de façon hermétique pendant vingt-huit ans et près de trois mois, le Mur de Berlin, érigé le 13 août 1961, tombait, marquant de façon quasi officielle la chute du communisme en Europe centrale et orientale et préfigurant la disparition de l'URSS.

Angleterre. On ne sait plus très bien où l'on en est mais on y va. La campagne pour les élections législatives de décembre prochain a été lancée et le Brexit reste au centre des débats. Boris Johnson et les conservateurs, Jeremy Corbyn et les travaillistes vont donc pouvoir continuer de s'empêcher.

Bulgarie. Le président bulgare Roumen Radev a dénoncé hier les propos « *de bas étage* » et « *peu nuancés* » de président de la République, Emmanuel Macron à propos de « *filières bulgares clandestines* » de travailleurs en France.

Espagne. Madrid a accepté d'accueillir la prochaine conférence sur le climat, COP25, en lieu et place du Chili qui connaît de graves problèmes sociaux. Il va s'agir d'organiser l'accueil de 25 000 délégués.

Grèce. Le Parlement grec a adopté un projet de loi controversé durcissant la législation sur les demandeurs d'asile malgré les critiques émises par le Conseil de l'Europe et de nombreuses ONG, dont Amnesty International. La Grèce est redevenue en 2019 la principale porte d'entrée des demandeurs d'asile en Europe.

Russie. Une loi visant à créer en Russie un Internet souverain isolé des grands serveurs mondiaux est entrée en vigueur permettant d'assurer le fonctionnement des ressources Internet russes en cas d'impossibilité pour les opérateurs russes de se connecter aux serveurs Internet étrangers.

Les fournisseurs russes d'accès à Internet devront également s'assurer désormais de la mise en place sur leurs réseaux de moyens techniques permettant un contrôle centralisé du trafic pour contrer les menaces éventuelles.

La justice russe a ordonné la liquidation de l'association « Mouvement pour les droits de l'homme », créée en 1997, l'une des plus respectées de Russie et dans le viseur des autorités, a annoncé directeur Lev Ponomarev. Motif : violation répétées des procédures administratives.

Suède. Décidément ce pays n'est plus l'Eldorado qu'il prétendait être à coup d'égalitarisme forcené. Il en paie aujourd'hui l'addition. Source majeure de ce retournement : l'immigration. Crimes et fusillades font la une des journaux.

En 2018, le pays de 10 millions d'habitants a été le théâtre de 306 fusillades, qui ont fait 45 victimes et 135 blessés. Le record pourrait être battu cette année avec déjà plus de 200 fusillades et une trentaine de morts, auxquels il faut ajouter les explosions, en hausse de 40%.

Dimanche 20 octobre, plusieurs dizaines de mères excédées par la violence se sont retrouvées dans le centre de Malmö, pour dire leur ras-le-bol. Elles avaient invité les parents de Peter Petrovic, étudiant de 21 ans tué dans un bar de Göteborg le 18 mars 2015.

International

Chine. Le plénum du Parti communiste s'est conclu à Pékin sur la réaffirmation du pouvoir de Xi Jinping, le dirigeant le plus autoritaire depuis Mao. Derrière les formules ampoulées d'un communiqué touffu, Xi met en marche une machine de guerre idéologique antioccidentale, sonnante le glas d'un siècle et demi d'humiliante suprématie occidentale, en menant un combat sur les valeurs. L'objectif est d'accoucher d'un régime capable de rivaliser avec le système démocratique occidental en 2049.

La guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine a déjà coûté 35 milliards de dollars aux exportateurs chinois. C'est l'estimation avancée par Alessandro Nicita, économiste du commerce au sein de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) dans une étude récente.

Israël. la Cour suprême israélienne a entériné l'expulsion du directeur local de l'ONG Human Rights Watch (HRW), accusé de soutenir le boycott de l'Etat hébreu. Il s'agissait du dernier recours légal d'Omar Shakir, citoyen américano-irakien en poste depuis 2017.

Inde. Inquiète de l'arrivée massive sur son sol de produits chinois, l'Inde ne rejoindra pas le gigantesque traité de libre-échange Asie-Pacifique, promu par Pékin, qui pourrait tout de même être ratifié par quinze autres pays en 2020.

Etats-Unis. Donald Trump va annoncer la sortie de la COP 21 sur le climat signé par 197 pays en 2015 et qui visait à contenir « l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels ». Motif : protéger la domination énergétique américaine et les emplois industriels du secteur fossile – notamment le charbon.

L'ambassadeur américain auprès de l'Union européenne a admis avoir conditionné une aide militaire destinée à l'Ukraine à l'ouverture d'une enquête sur l'un des rivaux démocrates de Donald Trump, Joe Biden, dans un témoignage aux parlementaires qui mènent l'enquête pour destituer le président américain.

Sites à consulter

[TVLibertés](#)

[Observatoire du journalisme](#)

[polémique sur CNews : faut-il tirer à balles réelles sur la racaille ?](#)

[conférence sur la notion ami-ennemi d'après Carl Schmitt](#)

[conférence de Laurent Obertone](#)

[conférence d'Alain de Benoist sur l'anthropologie libérale](#)

[de Michel Onfray, le fascisme n'est plus à droite mais à gauche](#)

[décryptage de la situation en Syrie par Richard Labevière](#)

Journées de lecture

Petit dictionnaire curieux de l'alimentation, Ed. Muséum national d'histoire naturelle, 216 p., 25€

L'intérêt du projet réside dans son positionnement purement scientifique, plutôt qu'éthique, philosophique ou même gastronomique. Exemples : de quelle façon se forme le goût ? Comment notre regard a-t-il évolué sur certains aliments, comme le cheval ou le lapin ? A quoi ressemblent les outils utilisés pour gaver les femmes dans les sociétés où beauté et rondeur vont de pair ? Quels aliments sont considérés comme aphrodisiaques ? C'est quoi, la «nouvelle cuisine» ? Quel est le bilan de l'usage des organismes génétiquement modifiés (OGM) dans le monde ? Est-on condamné à bouffer des pilules ?

Et profitez-en pour visiter l'exposition « *Je mange, donc je suis* » qui débute au Musée de l'Homme, place du Trocadéro à Paris. Jusqu'au 1^{er} juin 2020.

A portrait of Christophe Guilluy, a middle-aged man with a shaved head and a goatee, wearing a dark blue quilted jacket and jeans. He is standing in a room with a textured wall and two wall-mounted lamps on either side of him. The lighting is soft and focused on him.

Le surgissement des “gilets jaunes”, il y a un an, a soudain rendu visible cette “France périphérique” qui perdait pied dans l’indifférence des classes supérieures. **Christophe Guilluy**, géographe qui a perçu bien avant novembre 2018 ce qui bouillonnait dans les classes populaires, rend à cette révolte son sens et sa force.

PROPOS RECUEILLIS PAR EMMANUEL LÉVY ET NATACHA POLONY

**“TOUT A ÉTÉ FAIT POUR
EFFACER LA DIMENSION
MAJORITAIRE
DU MOUVEMENT”**

Événement

> **Marianne** : Le mouvement des «gilets jaunes» marque son premier anniversaire dans une sorte d'étiollement. Ce fut un coup d'épée dans l'eau ?

Christophe Guilluy : Non. Ce mouvement marque la fin de l'invisibilisation des grands perdants de la globalisation. Ces gens ordinaires ont enfilé des gilets jaunes pour dire « nous existons ».

Ce mouvement social ne ressemble à rien de ce qu'on connaissait. Il ne tient ni vraiment de la Révolution française, ni des conflits sociaux des XIX^e ou XX^e siècles.

Il est différent par sa composition. Il a réuni des catégories très différentes : des ouvriers, des employés, des indépendants, des paysans, des femmes, des hommes, des retraités et des jeunes. Différent également dans sa nature. Tous ces gens ordinaires, des personnes issues des classes populaires, partagent un même sentiment : celui d'être relégué culturellement. A mon sens, ce mouvement est avant tout culturel, existentiel. Essayer de plaquer une grille de lecture classique, usant des vieilles oppositions des siècles précédents, sur cette contestation est vain. Ni le match entre la classe ouvrière traditionnelle et le patronat, ni celui entre la gauche et l'extrême gauche face à la droite et l'extrême droite ne sont pertinents. La frontière passe entre l'ensemble des milieux modestes et ceux que l'on peut classer parmi les gagnants et les protégés de la mondialisation.

En ce sens, ce mouvement est une incarnation de la France périphérique. Sociologiquement, géographiquement, il marque la nouvelle frontière, celle qui sépare un nouveau « bloc populaire », celui des périphéries, à un nouveau « bloc bourgeois », celui des métropoles mondialisées.

Ce mouvement pose une question existentielle à notre pays, et plus largement aux démocraties occidentales : quelle place pour les classes populaires dans un modèle globalisé marqué par la désindustrialisation des économies ?

Selon vous, ce mouvement marque-t-il aussi la fin des idéologies ?

Dire que l'idéologie n'est pas le moteur des «gilets jaunes» ne signifie pas que ce mouvement n'est pas politique. Mais, dans leur très grande majorité, ces gens ordinaires sont des « désaffiliés », des orphelins. Dans les premiers actes, il était manifeste que les «gilets jaunes» ne se définissaient pas selon leur appartenance politique traditionnelle. On y trouvait des ouvriers qui hier votaient à gauche, des paysans qui hier votaient à droite, des salariés du secteur privé et des fonctionnaires. Tous ces gens se sont retrouvés pour dire aux élites, à la classe politique, aux habitants des métropoles : « *Vous ne pouvez pas faire société sans nous.* » Après plusieurs décennies d'ostracisation et surtout d'invisibilisation, ces gens ont enfilé un gilet jaune pour être vus. Cette demande de visibilité des catégories populaires des périphéries est la cause essentielle de la contestation populiste, ici, comme en Europe ou ailleurs.

Les «gilets jaunes», un mouvement populiste ?

Non, un mouvement populaire. Les gilets jaunes brandis en France par les classes populaires pour dire « nous existons » répondent comme en miroir au vote de la *working-class* en faveur du Brexit pour se rappeler au bon souvenir de la City. Qu'importe le gourdin avec lequel ils cognent sur le système, l'important pour ces perdants de la mondialisation est de faire perdre les gagnants de la globalisation. On peut s'en désoler, mais, en l'absence de politiques publiques qui les protègent, on en est arrivé là. Dès lors Trump, Salvini ou Farage apparaissent pour



“LA BOURGEOISIE COOL DES GRANDES VILLES semblait découvrir la dernière tribu d'Amazonie. Ce sont toutes ces représentations d'un monde sans conflit de classes, sans prolétariat, qui se sont effondrées d'un coup. L'inefficacité de l'action politique s'est écroulée à son tour”, analyse Christophe Guilluy. Ci-dessus, à Marseille, le 2 février 2019.

ce qu'ils sont. Non pas des génies de la politique mais des marionnettes qu'utilisent les classes populaires pour se rendre visibles. Si elles n'ont pas encore conscience d'appartenir à un nouveau prolétariat, elles ont intégré que le modèle économique conduisait inmanquablement à leur relégation culturelle et géographique, loin des territoires où se créent l'emploi et les richesses. Cette perception n'est pas une illusion, ni le fruit d'une manipulation, mais celui d'un diagnostic rationnel, comme a pu le montrer Branko Milanovic avec sa courbe de l'éléphant. En somme, les classes populaires ont pris acte de la sécession des élites, mouvement déjà identifié par Christopher Lasch en 1994, et y ont répondu par leur autonomisation.

Dans votre approche, cette France que vous qualifiez dans vos différents essais de “France périphérique” est majoritaire. Que change la fin de cette invisibilité ?

C'est bien le fait majoritaire qui est le plus prégnant dans le mouvement des «gilets jaunes», soutenu, rappelons-le, par près de 80 % de la population lors de ses premiers actes. Qui y avait-il sur les ronds-points ? Des jeunes, des vieux, des employés du privé et de la fonction publique, des paysans. Mais, n'en déplaise à beaucoup de commentateurs du mouvement qui ont voulu voir un mouvement de « Blancs », la population des ronds-points était

“LA VIOLENCE DE CETTE DÉLÉGITIMATION EST SANS PRÉCÉDENT. IL S'AGISSAIT D'ACCUSER LES MANIFESTANTS DE N'ÊTRE PAS ASSEZ PAUVRES.”



Jean-Paul Pelissier / Reuters

à l'image des sociétés occidentales, devenues plurielles. Et, si les « minorités » n'étaient pas majoritaires, elles qui vivent en moyenne moins dans la France périphérique, elles étaient bien présentes, à l'instar de la petite classe moyenne maghrébine. Simplement, elles n'étaient pas là avec leur identité en étendard, mais avec les mêmes revendications. Pourtant, tout a été mis en place pour effacer cette dimension majoritaire. Car c'est bien cela qui a engendré une réaction si brutale. Ce qui est apparu au grand jour, c'est la fin du progressisme. Quand on en est à convoquer l'inquisition, c'est que la fin est proche. Mais ils ont eu très peur. Tout le CAC 40 a défilé à l'Élysée pour demander de lâcher du lest, de proposer une augmentation du Smic. C'est dire la peur qui les a pris !

Un des arguments consistait notamment à distinguer les petits entrepreneurs, indépendants ou salariés, des pauvres et des chômeurs.

En effet, et la violence de cette délégitimation est sans précédent. Dans aucun autre mouvement social, on a pu voir des reportages se pencher sur le fait de savoir si ceux qui manifestaient disposaient ou non d'un écran plat ou d'un abonnement à Netflix. Il s'agissait de les accuser de n'être pas assez pauvres, d'expliquer que les problèmes, les vrais, étaient ailleurs. En banlieue, par exemple. Et pourtant, c'est sociologiquement inepte.

Il n'y a pas de différence majeure entre un ménage pauvre et un ménage populaire. La pauvreté est omniprésente dans l'horizon de ces classes populaires, elle est un risque, elle frappe un frère ou un cousin. Mais cette stratégie d'invisibilisation du prolétariat est un classique de cette bourgeoisie qui a toujours instrumentalisé la grande pauvreté. Elle le faisait déjà au XIX^e. Le plus choquant est que cela a marché. A aucun moment, l'intelligentsia sidérée, des intellos au monde académique, n'a mis le holà à cette construction. Là encore, c'est sans précédent : les clercs, les intellectuels, à quelques très rares exceptions près, ont adhéré à la vision du bloc bourgeois. Avec un mépris de classe effarant, ils ont participé activement à cette grande entreprise de délégitimation.

Le bloc majoritaire que vous décrivez, est-ce le contraire de l'archipelisation avancée par Jérôme Fourquet et, avant lui, dans les années 80, de la vision de la société française par Jean-François Bizot comme un agglomérat de tribus ?

Oui. On nous rebat les oreilles avec l'atomisation, la société liquide. Depuis quarante ans, la société française est présentée comme une société morcelée et une addition de minorités. Mais que demandent les gens ? Des protections, un Etat-providence, ils affichent leur attachement au collectif, aux services publics, et leur amertume face à la privatisation des autoroutes. Voilà ce qui a sidéré la nouvelle bourgeoisie, la bourgeoisie cool des grandes villes, qui semblait découvrir la dernière tribu d'Amazonie devant son poste de télévision en direct des ronds-points. Ce sont toutes leurs représentations, celle d'un monde sans conflit de classes, sans prolétariat, celle d'une société qui se résumerait à un agglomérat de minorités et où le bien commun n'existerait plus, qui se sont effondrées d'un coup. On comprend la réaction violente, le déchaînement contre les « gilets jaunes » qui s'est ensuivi. Avec cette représentation

qui s'effondre, c'est l'inefficacité de l'action politique, en ce qu'elle se résumerait à arbitrer entre les différentes composantes éparpillées et antagonistes de la société, qui s'écroule à son tour. En démocratie, ces demandes majoritaires doivent être prises en charge et traduites par des politiques publiques.

Est-ce que cela a été le cas ?

Non, pas du tout. Très vite, lors des premiers actes du mouvement, on a vu apparaître une critique qui se voulait imparable : l'absence de solutions « concrètes » ou, pire, leur incohérence. Nombre de médias s'en sont délectés, pointant le paradoxe de revendications appelant à plus de dépenses et à moins d'impôts. C'est le piège classique du « solutionnisme ». Quand les classes populaires demandent une rupture, on attend d'eux un programme économique.

Mais ce solutionnisme revient à reprendre la rhétorique de la technocratie libérale. Et, dès lors, se remettre dans l'espace des seuls outils qu'elle sait actionner : des arbitrages catégoriels. Plus ici et moins là. Mais ça n'a pas de sens. La question est simple : est-ce que oui ou non la priorité est donnée à la réintégration économique et culturelle des classes populaires, majoritaires en France ? C'est ce prérequis qui dicte les politiques publiques qui doivent en découler. Et là, on peut passer à autre chose. La question du protectionnisme, par exemple, n'est pas une posture mais un moyen de répondre à la demande de protection des gens. Mais le pire, c'est qu'on n'en est même pas là. La seule façon de raisonner de la technocratie, c'est de jouer encore sur ce qui marche cahin-caha, la seule chose qu'elle sache faire : mettre le paquet sur les métropoles, Paris ou Toulouse, et attendre que cela « ruisselle ». Justement ce contre quoi les « gilets jaunes » manifestent. Que les gouvernants n'entendent pas cette demande démocratique est révélateur. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR EM.L. ET N.P.

